

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 29 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC ATLANT ISOLANTS THERMI EXPANS CHIMIQ

5 BOULEVARD PASCAL
ZI
85300 Challans

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement SOC ATLANT ISOLANTS THERMI EXPANS CHIMIQ implanté 5 BOULEVARD PASCAL ZI 85300 CHALLANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du suivi des écarts constatés lors des précédentes inspections.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC ATLANT ISOLANTS THERMI EXPANS CHIMIQ (SAITEC)
- 5 BOULEVARD PASCAL ZI 85300 CHALLANS
- Code AIOT : 0006301185
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAITEC est autorisée par arrêté préfectoral du 5 février 2001 à produire des mousses polymères sur son site de Challans. Elle comprend notamment des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées. Le site emploie environ 60 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des installations	Code de l'environnement, article R.181-46	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
2	Rapport de base IED et gestion de pollution	Code de l'environnement, article L.515-30	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 ¹ , article 65bis	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
5	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Confinement des eaux polluées en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
7	Examen de conformité	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 4.4.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
9	Étiquetage	Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 4.4.5	/	Demande d'action corrective	3 mois

¹ Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Température de stockage du cyclopentane	Règlement européen du 18/12/2006 ² , article 37.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Mise à la terre de la cuve de cyclopentane	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Moyens d'intervention spécifiques à la cuve de cyclopentane	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour la plupart des écarts relevés et des demandes formulées lors des dernières visites d'inspections, l'exploitant a engagé des actions qui n'ont pas encore abouti.

2-4) Fiches de constats

² Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2024
Prescription contrôlée : <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats précédents <p>Les modifications suivantes ont notamment été apportées aux installations autorisées (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none">• augmentation de la quantité de mousse stockée sur site (de 7 500 m³ à 10 000 m³)• augmentation de la hauteur de certains stockages de mousse• évolution des quantités de produits dangereux stockés (ajout de 2 cuves d'ignifugeant, suppression de 2 cuves de pentane, etc.)• ajout de piézomètres de surveillance des eaux souterraines <p>Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet de la Vendée, ce qui constitue un écart.</p> <p>Le dossier de porter à connaissance de modifications, qui sera déposé par l'exploitant, pourra reprendre la structure du Rapport d'audit ICPE - Note de classement initial - juillet 2024. Il devra néanmoins être complété comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• indiquer le niveau d'activité (production journalière maximale et production annuelle) des différentes lignes de production (à la manière du 2e paragraphe de l'article 1.3.3 de l'arrêté d'autorisation du 5 février 2001), y compris des lignes de moulage, d'encollage et d'extrusion PVC.• revoir le classement des installations de fabrication de mousse phénolique. En effet, au vu des constats réalisés lors de la visite, il apparaît que le procédé consiste à réticuler un polymère insaturé, à l'aide d'un initiateur/catalyseur. Il s'agit donc d'une transformation de polymère relevant de la rubrique 2661-1, pas d'une fabrication de polymère relevant de la rubrique 3410-h.• prendre en compte, sous cette rubrique 2661-1, les activités d'encollage et d'extrusion PVC.• justifier le classement au titre des rubriques 41XX, 4330/4331 et 45XX, au vu des mentions de dangers des substances et mélanges présents sur site, ainsi qu'un positionnement vis-à-vis des seuils Seveso (y compris par la règle des cumuls).• déterminer le classement au titre des rubriques IOTA• préciser, pour l'ensemble des points de rejets canalisés des effluents atmosphériques du site, l'emplacement, l'installation associée, le débit nominal, la hauteur du point de rejet, le type d'exutoire (cheminée verticale en toiture, extracteur horizontal en façade, etc.) et

l'éventuel dispositif de traitement.

- confirmer le type de mousse produite dans l'atelier de moulage. En effet, le rapport d'audit de juillet 2024 mentionne également la production de produits moulés en mousse phénolique, alors que, lors de la visite, seuls des produits en mousse polyuréthane étaient en fabrication.
- démontrer l'acceptabilité, d'un point de vue des risques accidentels, des modifications apportées. Pour cela, l'étude de dangers de juillet 2024 pourra être utilisée. Elle devra cependant être complétée par les éléments listés dans les constats du point de contrôle n°6.

Constats :

L'exploitant n'a toujours pas transmis le dossier de porter à connaissance de modifications attendu. L'écart constaté lors de la visite d'inspection du 5 septembre 2024 n'est donc pas levé. Au vu des informations recueillies, ce dossier a été rédigé partiellement et devrait pouvoir être déposé début 2026.

Outre les éléments susmentionnés, l'exploitant devra joindre des éléments relatifs à l'intégration, au sein du périmètre du site, de la parcelle BK 175 (cf plan ci-dessous). Il a ainsi été constaté que cette parcelle, qui n'est pas mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation, abrite désormais la réserve incendie du site.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rapport de base IED et gestion de pollution

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.515-30

Thème(s) : Risques chroniques, IED

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2025

Prescription contrôlée :

L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.

Constats précédents

Le rapport de base, daté du 5 juillet 2024, a été transmis le 24 juillet 2024. Cette démarche, qui est sous la responsabilité de l'exploitant, permet de déterminer « l'état initial IED ».

Concernant les sols, ce rapport de base a mis en évidence les anomalies notables suivantes :

- anomalie en hydrocarbures C10-C40 (jusqu'à 4300 mg/kg MS entre 0,4 m et 1 m de profondeur), au niveau du sondage S10 correspondant au groupe électrogène.
- anomalies en hydrocarbures C10-C40 (jusqu'à 740 mg/kg MS entre 1 m et 2 m de profondeur), au niveau des sondages S8 et S9 correspondants à la cuve enterrée de fioul domestique.
- anomalie en sulfates (jusqu'à 2 600 mg/kg MS entre 0,1 m et 1 m de profondeur) et en soufre (jusqu'à 4 230 mg/kg MS), au niveau du sondage S18 correspondant à une cuve de stockage de déchets dangereux.

Des anomalies en phénol, PFAS et dioxines et furanes ont également été constatées dans les sols, notamment dans les zones touchées par les incendies de 2003 et de 2011.

Concernant les eaux souterraines, le rapport de base a mis en évidence une anomalie notable en hydrocarbures C5-C6 : jusqu'à 5,2 mg/l au niveau du Pz3 Aval, ainsi que d'autres anomalies en hydrocarbures C10-C40, BTEX, COHV, HAP, phénol et FPAS.

À l'exception du cas de certains COHV, dont le lien avec l'activité du site n'est pas clairement établi, ces anomalies sont liées à l'activité du site, notamment au stockage et à l'utilisation de pentane, de cyclo-pentane, de fioul, de résine phénolique et d'acide sulfurique, ou à l'historique du site (incendies de 2003 et de 2011).

Le schéma conceptuel, joint au rapport de base, retient les risques suivants :

- inhalation de substances volatiles en intérieur, due à la présence de composés volatils dans les sols et les eaux souterraines
- risque de transfert de la pollution des sols vers les eaux souterraines
- risque de transfert de la pollution des eaux souterraines vers les eaux superficielles

En outre, le rapport de base mentionne une ancienne activité, non autorisée et datant des années 1980, d'enfouissement de déchets (mousse polyuréthane voire fûts de produits chimiques) sur une zone du site localisée l'Est (cf plan ci-après). Lors de la réalisation du sondage S4 (situé au sud de cette zone), des morceaux de mousse ont été constatés. Des morceaux de mousse, flottant à la surface de l'eau, ont également été constatés, lors des campagnes de mesures des eaux

[illegible]

Demandes formulées à l'exploitant

Au vu de ces éléments et conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, il est demandé à l'exploitant :

- Dans un délai maximal de six mois, de transmettre un plan de gestion de la pollution concentrée localisée au niveau du groupe électrogène (sondage S10 du diagnostic de juillet 2024). Ce plan de gestion devra être réalisé par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Le cas échéant, l'exploitant transmettra également le diagnostic complémentaire ayant permis de préciser l'emprise de la zone concentrée. Concomitamment à la transmission du plan de gestion, l'exploitant indiquera clairement l'option de gestion qu'il propose de retenir, ainsi que le calendrier de mise en œuvre.
- Dans un délai maximal de six mois, de démontrer que l'état du site est toujours compatible avec un usage industriel. Pour cela, le risque d'inhalation de substances volatiles en intérieur, dû à la présence de composés volatils dans les sols et les eaux souterraines, mentionné dans le schéma conceptuel de juillet 2024, sera étudié.

À ce stade, il n'est pas demandé à l'exploitant de faire procéder à une surveillance de la qualité des eaux superficielles (ruisseau de la Poctière), en amont et en aval du site. Il n'est pas non plus

demandé à l'exploitant de définir des mesures de gestion des anomalies dans les eaux souterraines. Cette position pourra être révisée, notamment en cas de dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Les anomalies constatées dans les sols devront faire l'objet d'un suivi décennal, en application du c) de l'article 6 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les anomalies constatées dans les eaux souterraines devront faire l'objet d'un suivi au moins semestriel, en application des articles 65 et 65 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Considérant que la présence de morceaux de mousse au niveau du sondage S4 et au niveau des piézomètres Pz1 et Pz2 confirme l'hypothèse d'un enfouissement de déchets sur la partie Est du site, que cette pratique n'a jamais été autorisée et qu'elle est susceptible d'entraîner une pollution des eaux et des sols, il est demandé à l'exploitant de faire procéder, dans un délai maximal d'un an, à des investigations visant à déterminer la nature et le volume des déchets enfouis sur cette zone. Avant la réalisation des opérations, le plan d'investigations sera transmis à l'inspection des installations classées. Dans un délai maximal de six mois à compter de l'achèvement des opérations, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bilan des investigations (notamment la nature des déchets enfouis et une estimation de leur volume), ainsi qu'une étude technico-économique relative à l'excavation et à la gestion (dans une filière autorisée) de ces déchets, accompagnée d'un échéancier.

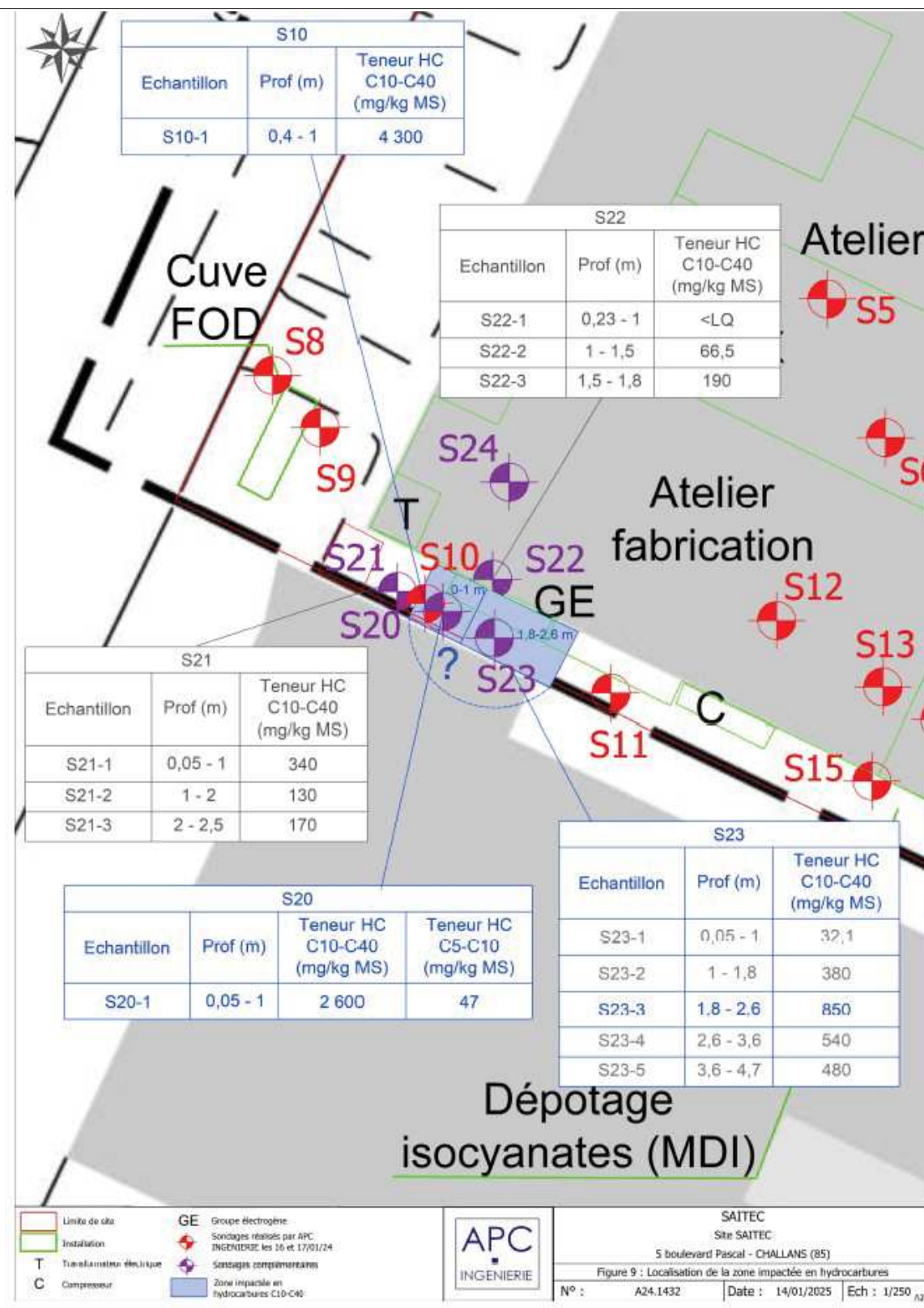
Ces demandes pourront faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, mais il est demandé à l'exploitant d'y répondre sans attendre un tel arrêté.

Constats :

Pollution au niveau de la zone du groupe électrogène (GE)

Un diagnostic complémentaire a été réalisé en avril 2025, par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Ce diagnostic a consisté en la réalisation de nouvelles analyses de sols, afin de préciser l'ampleur de la pollution connue depuis le rapport de base de juillet 2024, ainsi que d'analyses des gaz du sol.

Les résultats ont confirmé la présence d'anomalies dans les sols de la zone du groupe électrogène. Ces anomalies concernent principalement les hydrocarbures C10-C40 et correspondent très probablement à du fioul domestique. La concentration maximale mesurée lors de cette campagne (2 600 mg/kg) est inférieure à la concentration maximale mise en évidence dans le rapport de base de juillet 2024 (4 300 mg/kg). Les anomalies constatées sont principalement localisées dans les couches superficielles, hormis pour le sondage S23, pour lequel la concentration mesurée entre 3,60 m et 4,70 m de profondeur (480 mg/kg), bien que restant modérée, est supérieure à la concentration mesurée dans la couche superficielle.



Il est indiqué que l'impact en hydrocarbures apparaît peu étendu, mais qu'un doute subsiste néanmoins quant à une migration vers le Sud, au niveau du bâtiment de l'entreprise voisine (CARROSSERIE GUILLONNEAU). Il est par ailleurs noté que le lien entre les différentes anomalies de la zone n'est pas clairement établi, malgré la présence de fractions similaires. Ainsi, deux sources différentes pourraient expliquer ces anomalies.

Le volume des terres impactées est estimé à environ 60 m³. Ce volume ne tient pas compte de l'éventuelle migration de la pollution hors site. Le retrait de ces terres est jugé peu pertinente,

considérant notamment leur faible emprise et les contraintes techniques liées à l'emplacement de la zone : une bande de moins de 2 m de largeur entre le bâtiment de SAITEC et le bâtiment de la société voisine.

Les analyses des gaz du sol ont mis en évidence la présence d'hydrocarbures et de COHV. Sur la base de ces mesures, une évaluation des risques sanitaires a été réalisée. Elle conclut que les teneurs mesurées ne présentent pas de risque pour les travailleurs. Par conséquent, l'état du site ne remet pas en cause l'usage industriel du site. En conclusion, il est cependant recommandé de procéder à de nouveaux prélèvements des gaz du sol, au cours d'une période différente de l'année.

Compte tenu des éléments du diagnostic complémentaire d'avril 2025, notamment des recommandations formulées, l'inspection des installations classées juge nécessaire, prioritairement, de s'assurer que :

- la cuve enterrée de fioul domestique est conforme et qu'elle n'aggrave pas les anomalies actuelles (cf point de contrôle 7),
- la pollution des sols au niveau du groupe électrogène n'a pas migré hors site, sauf impossibilité technique démontrée.

En revanche et à ce stade, il n'est pas demandé à l'exploitant de poursuivre les investigations concernant les gaz du sol (sur site), de réaliser des prélèvements dans les eaux superficielles ou de planifier une excavation des sols pollués. Cette position pourra être révisée, notamment au vu de futures données ou lorsque les actions prioritaires auront été réalisées.

Enfouissement historique de déchets

L'exploitant a présenté un projet de programme d'investigations de la zone concernée par cet enfouissement. Il prévoit notamment, pour les 25 sondages, l'analyse des hydrocarbures C5-C10, des hydrocarbures C10-C40, des COHV et des BTEX. Même si de telles analyses peuvent permettre de détecter une pollution des sols induite par l'éventuel enfouissement de déchets liquides dangereux, il est rappelé que les investigations attendues visent avant tout à déterminer la nature et le volume des déchets enfouis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai maximal de 6 mois, de mettre en œuvre les actions suivantes :

- Justifier de la conformité de la cuve enterrée (cf point de contrôle 7)
- Faire réaliser, sauf impossibilité démontrée (par exemple le refus écrit de l'entreprise voisine), au moins un sondage hors site, afin de s'assurer de l'absence de migration vers le sud de la pollution des sols.

Il est également demandé à l'exploitant, dans un délai maximal de six mois, de faire procéder aux investigations visant à déterminer la nature et le volume des déchets enfouis sur la zone. Dans un délai maximal de six mois à compter de l'achèvement des opérations, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bilan des investigations (notamment la nature des déchets enfouis et une estimation de leur volume), ainsi qu'une étude technico-économique relative à l'excavation et à la gestion (dans une filière autorisée) de ces déchets, accompagnée d'une proposition d'échéancier.

Ces demandes feront l'objet d'un projet d'arrêté complémentaire qui sera rapidement transmis au préfet de la Vendée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution.

Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes :

[...]

2° [...] Trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

[...]

-la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

[...]

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

4° [...]

La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

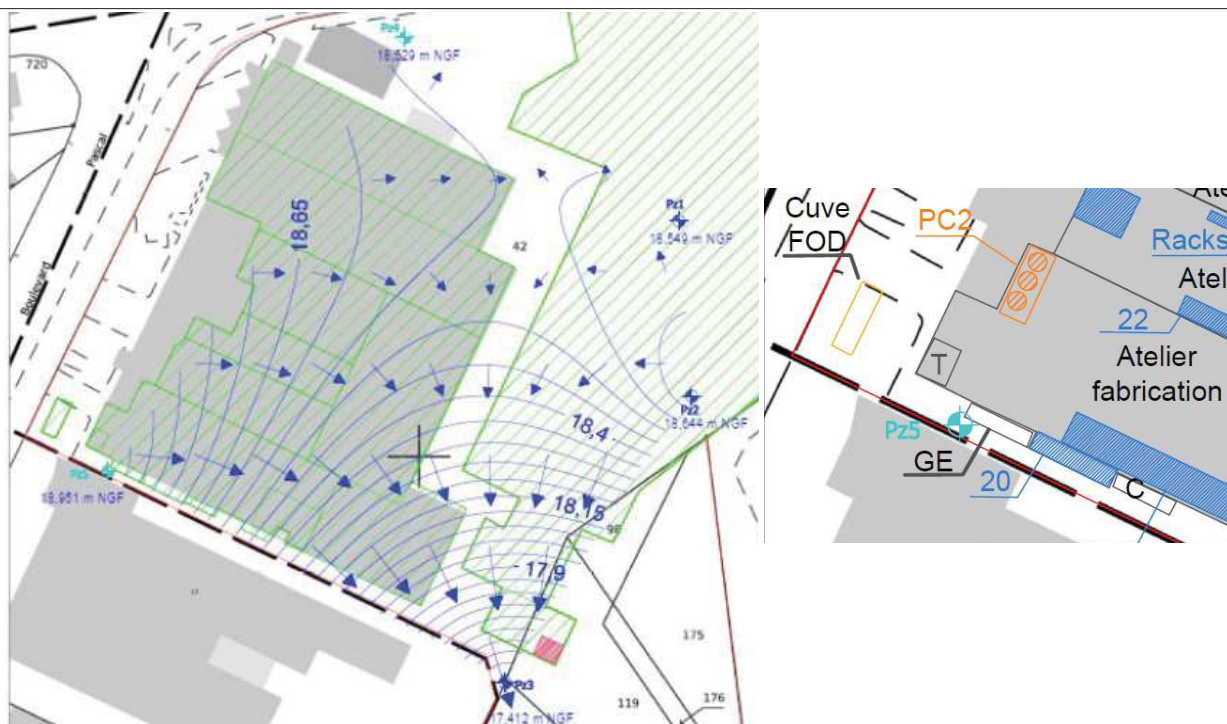
[...]

NB 1 : Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 3410 sont soumises aux dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, imposant une surveillance préventive des eaux souterraines. Néanmoins, puisque le site est le siège d'une pollution avérée des eaux souterraines, ce sont les dispositions de l'article 65 bis qui s'appliquent.

NB 2 : En application des dispositions du I de l'article 68 de l'arrêté du 2 février 1998, les nouvelles dispositions des articles 65 et 65 bis sont applicables, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 28 février 2022, à compter du 1^{er} juillet 2023, et les études relatives au contexte hydrogéologique réalisées en application des dispositions antérieures valent étude hydrogéologique au sens des articles 65 et 65 bis.

Constats :

Les piézomètres Pz4 et Pz5 ont été implantés en janvier 2024, dans le cadre de l'élaboration du rapport de base IED. Le Pz5 devait constituer l'ouvrage « amont » imposé par l'article 65 bis. Dans le dernier rapport de mesures (correspondant à la campagne de septembre 2025), il est identifié comme un ouvrage « amont-latéral ». Or, cet ouvrage paraît implanté en aval hydrogéologique de la cuve enterrée de fioul domestique et dans la zone de pollution des sols (cf point de contrôle n°2). D'ailleurs, des concentrations notables en hydrocarbures, BTEX, COHV et HAP y sont mesurées. La présence d'au moins un ouvrage en amont hydrogéologique des installations et des sources de pollution doit être démontrée. À défaut, le réseau devra être complété, par un ouvrage implanté strictement en amont.



Les ouvrages Pz4 et Pz5 n'ont pas été inscrits à la banque du sous-sol du BRGM, ce qui constitue un écart.

Les deux dernières campagnes de mesures ont été réalisées en novembre 2024 et septembre 2025. Aucune campagne n'a été réalisée au printemps 2025. L'exploitant ne respecte donc pas la fréquence semestrielle imposée, ce qui constitue un écart.

Les rapports de mesures précisent bien les niveaux piézomètres et le sens d'écoulement des eaux souterraines.

Les derniers résultats disponibles correspondent aux campagnes réalisées en janvier 2024, avril 2024, novembre 2024 et septembre 2025. Les deux ouvrages les plus impactés sont Pz3 (aval du site) et Pz5. Les anomalies les plus remarquables sont les suivantes :

- Pz3 (aval)
 - hydrocarbures C5-C10 (en particulier la fraction C5-C6, correspondant très probablement au cyclopentane/pentane, utilisé sur site dans la fabrication des mousses) : entre 0,6 et 26 mg/l
 - COHV (en particulier le 1,1-dichloroéthane et le 1,1,1-trichloroéthane) : entre 81 et 211 µg/l
- Pz5
 - hydrocarbures C5-C10 : entre 0,1 et 0,6 mg/l
 - hydrocarbures C10-C40 : entre 0,4 et 0,8 mg/l
 - BTEX (en particulier les xylènes) : entre 19 et 187 µg/l
 - COHV (en particulier le 1,1,1-trichloroéthane) : entre 35 et 488 µg/l
 - HAP (en particulier le naphtalène) : entre 0,9 et 30 µg/l

Pour les substances pour lesquelles des valeurs de référence ont été retenues, aucune de ces valeurs n'est atteinte. Il conviendra néanmoins de suivre avec attention l'évolution des concentrations en C5-C10 (concentration anormalement élevée en septembre 2025 en Pz3) et en COHV.

Il est rappelé à l'exploitant qu'en application de cet article 65 bis, un bilan de la surveillance de la pollution devra être rédigé tous les 4 ans. Ce premier bilan quadriennal devra être remis avant le 1^{er} juillet 2027 (4 ans à compter de l'application de cette disposition).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Outre la mise en œuvre des actions correctives permettant de lever les écarts susmentionnés, il est

demandé à l'exploitant de justifier, dans le prochain rapport de mesures (campagne du printemps 2026), que le réseau de surveillance des eaux souterraines comprend bien un ouvrage en amont des installations et des sources de pollution. Si ce n'est pas le cas, sous ce même délai, l'exploitant précisera les mesures prévues pour compléter ce réseau de surveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet sous 6 mois à l'inspection des installations classées une étude des dangers à jour pour son établissement.

Cette étude doit être conforme au III de l'article D181-15-2 du code de l'environnement, et en particulier présenter les mesures techniques et organisationnelles de maîtrise des risques. Cette étude comporte et détaille chacun des items suivants :

- description et caractérisation de l'environnement (et plans associés),
- description des installations et de leur fonctionnement ; Cette description doit être accompagnée de tous documents cartographiques utiles à une échelle adaptée : cartes de localisation du site, des installations, plans de masse des installations (unités, stockages, postes et canalisations de transfert, aire d'attente des moyens mobiles de transport...), schéma des réseaux (incendie, eaux usées, utilités...) voire plans relatifs à certaines dispositions (murs coupe-feu, réseaux de capteurs, ...),
- identification et caractérisation des potentiels de danger ; ce chapitre comportera en particulier, pour ce qui concerne les matières et produits stockés (y compris les déchets) :
 - la liste de l'ensemble des matières et produits stockés et utilisés avec les quantités maximales susceptibles d'être présentes, le type de contenant, les classes de dangers (HXXX) pour les produits chimiques, le classement au titre de la nomenclature des installations classées correspondants, les principales caractéristiques physico-chimiques en lien avec les risques (point éclair, LIE/LSE, toxicité, solubilité, ...). Cette présentation pourra prendre la forme de tableaux ;
 - un plan précis des zones de stockage intérieur et extérieur, avec les volumes/quantités de chaque zone, leur éloignement réciproque, etc. Ce plan servira notamment de support à la réalisation des calculs des effets prévus ci-après,
- réduction des potentiels de dangers,
- enseignements tirés du retour d'expérience (des accidents et incidents représentatifs),
- évaluation des risques,
- caractérisation et classement des différents phénomènes et des accidents potentiels en termes d'intensité des effets des phénomènes, de gravité des conséquences des accidents, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte des performances des mesures de prévention et de protection. En particulier, les phénomènes d'explosion lié à l'utilisation de pentane/cyclopentane et d'incendie lié aux stockages de matières combustibles ou inflammables (mousses polyuréthanes, déchets, produits chimiques, ...) sont évalués par modélisation.
- caractérisation des substances susceptibles d'être émises lors d'un incendie, leur dispersion dans l'atmosphère et des éventuels impacts
- évolutions et mesures d'amélioration proposées par l'exploitant, représentation cartographique ; en cas d'effets létaux sortant du périmètre autorisé, l'exploitant devra préciser les mesures de maîtrise de risques prévues pour supprimer ces effets et leur délai

de réalisation. Dans l'attente de leur mise en œuvre, l'exploitant prend toutes les dispositions pour que les effets létaux restent contenus dans l'emprise du site (diminution des quantités stockées, réorganisation des stockages, ...),

- résumé non technique de l'étude de dangers.

Constats précédents

Une étude de dangers a été remise le 24 juillet 2024. Cette étude présente des insuffisances et doit être complétée comme suit, dans un délai maximal de 3 mois :

Description des installations

Joindre un plan des stockages intérieurs de mousses polymères (à la manière de la figure 41 relative aux stockages extérieurs).

Joindre un plan indiquant clairement les distances minimales à maintenir entre les îlots extérieurs et les limites du site, le bâtiment et la cuve de cyclopentane.

Compléter le tableau 8 par les mentions de dangers des substances et mélanges présents sur site.

Joindre un plan des tuyauteries de matières dangereuses, entre les zones de dépotage et les réservoirs, entre les réservoirs et les éventuelles cuves de préparations et entre ces réservoirs ou ces cuves et les lignes de production.

Barrières

Déterminer le volume minimal de la rétention devant être associée à chacune des deux aires de déchargement de matières dangereuses, conformément aux dispositions de l'article 25.VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Préciser les barrières de sécurité mises en place ou prévues pour éviter un mélange incompatible lors du dépotage (procédure interne, détrompeur, etc.)

Préciser les barrières de sécurité mises en place ou prévues au niveau des réservoirs de stockage de matières dangereuses (repère de niveau, détecteur de niveau haut, soupape, etc.) et des tuyauteries et justifier leur pertinence.

Préciser, pour chaque explosimètre, les actions déclenchées automatiquement en cas d'atteinte du seuil défini.

Phénomènes dangereux

Prendre en compte, dans l'analyse préliminaire des risques (APR), les activités de moulage, d'encollage et de compactage des poudres, ainsi que les risques liés aux tuyauteries de matières dangereuses.

Dans l'APR et concernant l'explosion d'un mélange air/vapeurs de pentane (ou de cyclopentane) au niveau des lignes de production, développer les arguments amenant à retenir une intensité initiale de 1 (et donc à ne pas retenir le phénomène dangereux dans l'étude détaillée des risques).

Modéliser l'explosion du mélange air/vapeurs de cyclopentane, suite à une fuite de cyclopentane dans la rétention de la cuve. En cas de dépassement, proposer des mesures de nature à maintenir sur site les effets létaux. En cas de prise en compte du mur (qui sera rehaussé), justifier qu'il pourra résister à la surpression. Il est rappelé que l'article 4.1 de l'arrêté complémentaire du 10 juillet 2023 impose la modélisation des « phénomènes d'explosion liés à l'utilisation de pentane/cyclopentane »

Justifier l'absence de modélisation d'un incendie des stockages de mousses ignifugées (stockages Est 1 et Est 2), sachant notamment que des effets dominos sur ces stockages sont attendus en cas d'incendie généralisé du groupe central (cf cartographie page 142 de l'étude de dangers) et que ces mousses sont combustibles, bien que difficilement inflammables (euroclasse C selon la norme NF EN 13501-1).

Justifier l'absence de prise en compte, dans le cadre de la modélisation des fumées, des autres substances émises lors d'un incendie de polyuréthane et susceptibles d'avoir un impact sur la santé. En effet et à titre d'exemple, au vu du guide dédié de l'INERIS (Omega 16), un tel incendie générerait jusqu'à 10 g/kg de cyanure d'hydrogène.

Clarifier le fait que, concernant l'incendie du groupe central et du groupe sud, la cartographie finale des zones d'effets sortant du site est celle de la page 146, et que les cartographies fournies en pages 142 à 145 ont servi à construire cette cartographie finale. Confirmer par conséquent, le confinement des effets létaux en cas d'incendie de ces groupes.

Revoir, dans le tableau 53, la gravité d'un incendie généralisé du groupe sud. En effet, au vu du tableau 42, la gravité est modérée, et non sérieuse.

Déterminer, pour les phénomènes dangereux entraînant un dépassement des effets irréversibles, la probabilité finale (par méthode qualitative). Sur la base de cette probabilité et de la gravité (qui, elle, a été déterminée dans l'étude de dangers), placer les scénarios concernés dans la grille de criticité.

Joindre un résumé non technique de l'étude de dangers.

Défense contre l'incendie et confinement des eaux polluées :

Justifier l'utilisation d'eau pour éteindre un incendie de la cuve de cyclopentane et l'absence d'autre moyen d'extinction (par exemple de la mousse). Pour cela, l'exploitant pourra utilement se référer à la partie 5.1 de la FDS.

Indiquer les mesures prévues pour permettre un déclenchement des rideaux d'eau sans intervention humaine. En effet, ces rideaux d'eau n'étant actuellement actionnables que manuellement et individuellement, et en l'absence d'avis favorable du SDIS, ils ne peuvent pas être assimilés à une porte EI 120. Par conséquent, dans la configuration actuelle, l'atelier premix/moulage et l'atelier pique-fleurs ne peuvent pas être exclus de la surface de référence du calcul du besoin en eau en cas d'incendie (calcul selon le guide technique D9). À défaut, revoir ce calcul en retenant l'ensemble du bâtiment comme surface de référence. Dans ce cas, indiquer les mesures prévues pour combler de besoin.

Actualiser le calcul du volume des eaux polluées engendrées (calcul selon le guide technique D9A), en cas de modification du calcul du besoin en eau en cas d'incendie. Dans tous les cas, déterminer ce volume pour chacun des deux bassins versants du site (Nord et Sud). En effet et à titre d'exemple, rien ne justifie de prendre en compte, pour le calcul du volume des eaux polluées de la partie sud, le volume lié aux intempéries sur la partie nord du site.

Compléter l'étude technico-économique relative au confinement des eaux polluées en cas d'accident, par une estimation du coût des différentes solutions techniques, y compris les options consistant à un confinement partiel des eaux polluées.

Au vu de cette étude technico-économique, proposer une solution permettant, *a minima*, un confinement partiel des eaux polluées, accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre.

Constats :

L'exploitant n'a toujours pas complété l'étude de dangers. L'écart constaté lors de la visite d'inspection du 5 septembre 2024 n'est donc pas levé. Au vu des informations recueillies, ce dossier a été rédigé partiellement et devrait pouvoir être déposé début 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Outre les éléments susmentionnés, notamment la précision et la justification des barrières de sécurité mises en place ou prévues au niveau des réservoirs de stockage de matières dangereuses et des tuyauteries, l'exploitant devra prendre en compte, *a minima* dans l'analyse préliminaires, les risques liés à une fuite de cyclopentane au niveau de la cuve extérieure et des tuyauteries.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet sous 3 mois à l'inspection des installations classées le calcul du besoin de défense incendie selon le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie D9A - 2020 du CNPP et justifie qu'il dispose des moyens nécessaires. Les besoins en eau et les moyens de défense incendie prévus doivent être validés par le service départemental d'incendie et de secours.

Le cas échéant, les moyens de défense incendie correspondant à ce besoin sont mis en œuvre au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté.

Constats précédents

L'exploitant a transmis un premier calcul le 1^{er} mars 2024. La détermination du besoin en eau a ensuite été intégrée à l'étude de dangers transmise le 24 juillet 2024. Ce calcul, sous réserve des remarques reprises dans le point de contrôle n°6, aboutit à un besoin de 300 m³/h. Les moyens actuels ne permettant de délivrer que 180 m³/h, ils doivent être complétés. Dans son étude de dangers, l'exploitant mentionne l'implantation d'un nouveau poteau d'incendie public, à proximité du site, ainsi que d'une réserve souple sur l'emprise du site.

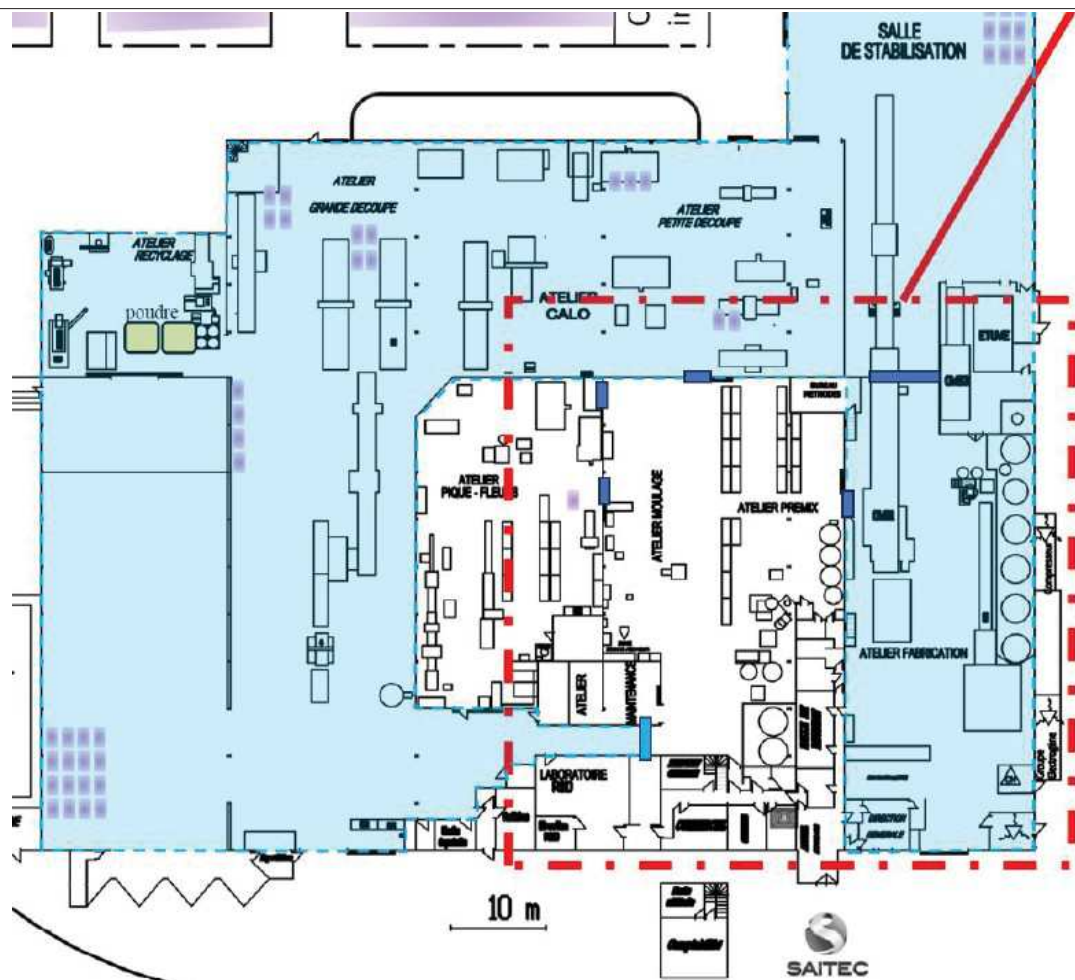
Même si l'exploitant mentionne des échanges oraux avec le SDIS, en l'absence de traces écrites, il ne peut pas être considéré que ce calcul du besoin en eau et ces moyens de défense ont été validés par le SDIS, ce qui constitue un écart.

Ces moyens complémentaires n'ayant pas encore été mis en place, les moyens de défense extérieure contre l'incendie sont actuellement insuffisants, ce qui constitue également un écart.

L'exploitant a transmis un courriel du directeur général adjoint de la commune de Challans, l'informant que le syndicat mixte Vendée Eau a été missionné pour installer un nouveau poteau d'incendie.

Constats :

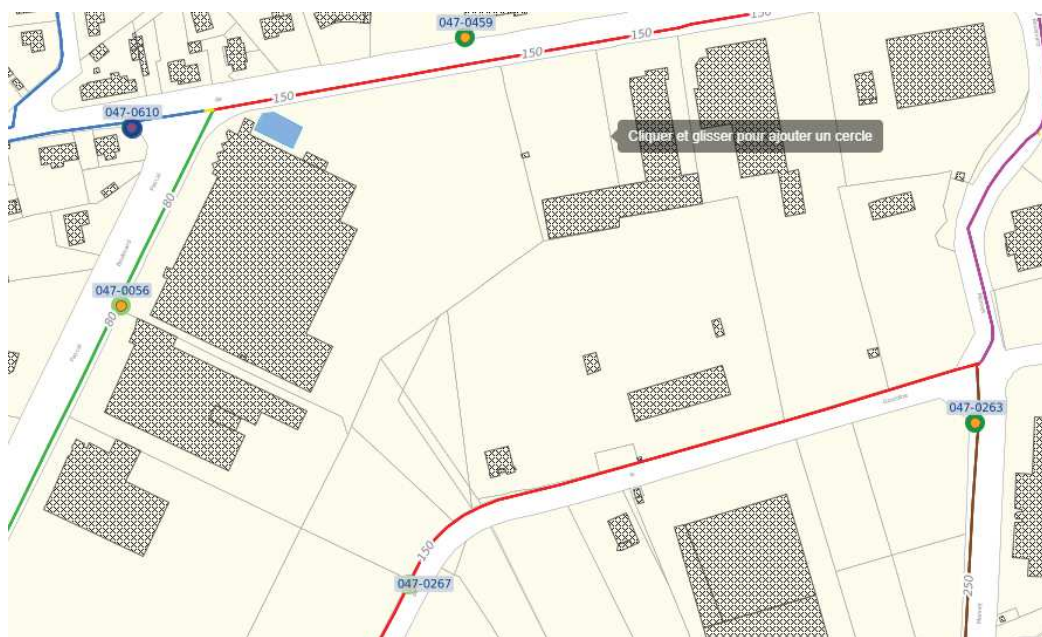
L'exploitant a indiqué prévoir la mise en place de rideaux d'eau à déclenchement automatique (par fusible), au niveau de toutes les ouvertures localisées entre l'ensemble formé par l'atelier pique-fleur, l'atelier moulage, l'atelier premix, le laboratoire et les locaux sociaux, et l'ensemble formé par l'atelier de fabrication et les ateliers de découpe (cf plan ci-dessous). Ces ouvertures sont actuellement munies de rideaux d'eau à déclenchement uniquement manuel.



La pertinence de ces dispositifs, influant sur la surface non recoupée retenue et donc sur le calcul du besoin en eau en cas d'incendie, sera examinée dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers du site. Dans le cadre de cette visite d'inspection, il est considéré que le besoin en eau du site est égal à 300 m³/h.

Depuis la dernière visite de contrôle, un nouveau poteau public d'incendie (047-0610) a été implanté au nord-ouest du site. Les débits disponibles (source : SDIS 85) des poteaux d'incendie implantés à proximité du site sont les suivants :

- 047-0459 (rue de Cholet, nord du site) : 75 m³/h
- 047-0263 (rue Jean Monnet, est du site) : 115 m³/h
- 047-0267 (rue de la Gourdine, sud du site) : 44 m³/h
- 047-0056 (rue Blaise Pascal, ouest du site) : 42 m³/h
- 047-0610 (rue de Cholet, nord-ouest du site) : 60 m³/h



Au vu des informations recueillies, qui doivent cependant être confirmées, les poteaux 047-0459, 047-0263 et 047-0610 seraient implantés sur des réseaux différents. Leurs débits unitaires pourraient ainsi être sommés, aboutissant à un débit simultané qui atteindrait au moins 240 m³/h.

Depuis la dernière visite de contrôle, l'exploitant a implanté une réserve incendie souple de 120 m³ sur la parcelle BK 175 (cf point de contrôle 1), permettant de fournir 60 m³/h.

Sous réserve de la confirmation du débit pouvant être délivré en simultané par le réseau de poteaux publics, le besoin en eau de 300 m³/h serait donc comblé. Il est néanmoins rappelé que si un besoin de 300 m³/h a été retenu dans le cadre de la visite, il n'est pas encore validé dans l'attente de l'instruction de l'étude de dangers et que, dans tous les cas, il est subordonné au respect des hypothèses de calcul, notamment la mise en place de dispositifs automatiques de rideaux d'eaux et la présence d'un dispositif de sprinklage maintenu en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier du débit simultané pouvant être délivré par le réseau de poteaux publics. Pour cela, il est invité à se rapprocher du gestionnaire du réseau pour obtenir le plan des réseaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Confinement des eaux polluées en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet sous 6 mois à l'inspection des installations classées une étude technico-économique visant à :</p> <ul style="list-style-type: none">• définir la capacité de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site, pour les bâtiments et stockages extérieurs y compris des déchets, selon le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9-2020 du CNPP, et les éventuels travaux à réaliser pour mettre en place cette capacité de rétention,• le cas échéant, proposer un délai de réalisation des travaux. <p>Cette étude peut être intégrée à l'étude de dangers prescrite à l'article 4.1 ci-dessus.</p>
Constats précédents <p>L'exploitant a intégré à son étude de dangers, transmise le 24 juillet 2024, une étude relative au confinement des eaux polluées en cas d'incendie. Leur volume est estimé à 1 300 m³. Le site est divisé en bassins versants : Nord et Sud.</p> <p>Cette étude conclut au fait que « <i>la réalisation des travaux pour l'aménagement d'un bassin étanche et pour la modification de tous les réseaux d'eaux pluviales du site représente un coût économique important, sans compter le manque à gagner pour l'entreprise à cause de l'arrêt de l'activité le temps des travaux pour modifier les réseaux d'eaux pluviales.</i> »</p> <p>Cette étude ne comprend pas tous les éléments attendus, ce qui constitue un écart. Elle doit être complétée comme suit, dans un délai maximal de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none">• Actualiser le calcul du volume des eaux polluées engendrées, en cas de modification du calcul du besoin en eau en cas d'incendie. Dans tous les cas, déterminer ce volume pour chacun des deux bassins versants du site (Nord et Sud). En effet et à titre d'exemple, rien ne justifie de prendre en compte, pour le calcul du volume des eaux polluées de la partie sud, le volume lié aux intempéries sur la partie nord du site.• Compléter l'étude technico-économique relative au confinement des eaux polluées en cas d'accident, par une estimation du coût des différentes solutions techniques, y compris les options consistant à un confinement partiel des eaux polluées.• Au vu de cette étude technico-économique, proposer une solution permettant, <i>a minima</i>, un confinement partiel des eaux polluées, accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre.
Constats : <p>L'exploitant n'a toujours pas transmis l'étude technico-économique complétée. L'écart constaté lors de la visite d'inspection du 5 septembre 2024 n'est donc pas levé. Au vu des informations recueillies, cette étude a été rédigée partiellement et sera intégrée à l'étude de dangers qui devrait pouvoir être déposée début 2026.</p> <p>L'exploitant a cependant présenté la solution technique qui devrait permettre de confiner environ 600 m³ d'eaux polluées sur la partie sud du site, assurant ainsi un confinement partiel de ces eaux</p>

polluées.

L'étude technico-économique attendue devra également porter sur la partie nord du site. Pour les deux points de rejet localisés au nord du site, il est *a minima* attendu la mise en place de dispositifs d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Examen de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 13/03/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet sous 6 mois à l'inspection des installations classées un rapport d'examen de conformité de son installation au regard de son arrêté préfectoral du 5 février 2001, et des AMPG applicables. Chaque écart est justifié, et dans le cas de prescriptions obsolètes, l'exploitant indique les modifications survenues.</p>
Constats précédents <p>Un examen de conformité a été transmis le 24 juillet 2024. L'exhaustivité de ce document n'a pas été contrôlée.</p> <p>Cet examen met en évidence certains écarts et précise les mesures prévues pour y remédier. Il mentionne également des modifications, qui devront être prises en compte dans le porter à connaissance de modifications (cf point de contrôle n°1 - modification des installations).</p> <p>Compte tenu des anomalies détectées dans le diagnostic de pollution des sols et même si, strictement, il ne s'agit pas d'un arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG), il est demandé à l'exploitant de procéder à un examen de conformité à l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes. Ce récolement, accompagné d'un plan d'action en cas d'écart, sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de six mois.</p>
Constats : <p>En avril 2025, la cuve enterrée de fioul domestique a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité, par une société extérieure. Aucune anomalie n'a été relevée à cette occasion. Ce contrôle ne constitue toutefois pas le rapport attendu, basé sur l'examen de la conformité de la cuve aux dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Considérant que des anomalies caractéristiques du fioul domestique ont été mises en évidence dans le rapport de base IED au niveau de cette cuve, il est demandé à l'exploitant de procéder à un examen de conformité aux dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes. Dans ce cadre, il est rappelé que, en application de l'article 1 cet arrêté ministériel, ses titres III et IV ne s'appliquent à cette cuve enterrée, celle-ci n'étant pas classée au titre des rubriques ICPE listées.</p> <p>Ce récolement, accompagné d'un plan d'action en cas d'écart, sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de six mois.</p> <p>Cette demande fera l'objet d'un projet d'arrêté complémentaire qui sera rapidement transmis au préfet de la Vendée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 4.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux où des sols est associé à une capacité de rétention, de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égal à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 800 litres.

Chaque cuvette est étanche, vide en fonctionnement normal, résistance aux fluides (agressivité, pression) et eaux chocs (collision), et aménagée pour séparer les produits incompatibles entre eux.

Constats précédents

Dans l'atelier de fabrication, des produits étaient stockés sans rétention.

Dans l'atelier premix, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que les conditions de stockage permettaient d'éviter les incompatibilités chimiques.

Constats :

Il n'a pas été constaté, dans l'atelier de fabrication, la présence de plusieurs réservoirs mobiles non munis d'une capacité de rétention.

En revanche, la rétention en béton associée à la cuve extérieure d'acide sulfurique présente des traces significatives de dégradation par l'acide, remettant en cause son étanchéité (cf photo ci-après). L'absence d'étanchéité et de revêtement résistant à l'action chimique de l'acide constituent un écart.



Dans l'atelier premix, des réservoirs fixes contenant du MDI et du polyol sont associés à la même capacité de rétention, formée par l'atelier lui-même, ce qui constitue un écart. En effet, ces substances réagissent ensemble pour produire du polyuréthane, dans une réaction exothermique. Par définition, ces substances sont donc incompatibles et ne doivent pas être associées à la même capacité de rétention.

Les écarts constatés lors de la visite du 28 février 2023 ne sont donc pas levés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 4.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les réservoirs sont étiquetés de manière que la nature du produit [...] puisse être vérifié à tout moment.</p>
Constats de la visite précédente <p>Tous les contenants n'étaient pas correctement identifiés.</p>
Constats : <p>De nombreux réservoirs fixes (cuves de MDI dans l'atelier de production, cuve extérieure de cyclopentane, cuve extérieure d'acide sulfurique, réservoirs fixes de MDI et de polyol dans l'atelier premix, etc.) ne présentent pas l'étiquetage nécessaire, en particulier le nom de la substance ou du mélange et les pictogrammes de dangers.</p> <p>L'écart constaté lors de la visite du 28 février 2023 n'est pas levé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Moyens d'intervention spécifiques à la cuve de cyclopentane

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique. c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. La partie 5.1 de la FDS du mélange de cyclopentane* utilisé est rédigée comme suit : <i>« Utiliser de préférence des extincteurs à poudre polyvalente (poudre ABC), sinon utiliser des extincteurs à poudre physique ou à base de dioxyde de carbone (CO₂). IL N'EST PAS RECOMMANDÉ d'utiliser des jets d'eau pour l'extinction. »</i> * Le mélange comprend 98,2 % de cyclopentane, 1,47 % de pentane et 0,05 % d'isopentane.
Constats : En l'absence d'évaluation de la sécurité chimique, au sens du règlement REACH, l'exploitant doit respecter les dispositions de la FDS. Deux extincteurs à poudre ABC sont présents à proximité de la cuve extérieure de cyclopentane. Il est donc considéré que la disposition est respectée. Néanmoins, dans le cadre de l'étude de dangers, l'exploitant pourra utilement s'interroger sur ces moyens d'intervention, en particulier sur leur dimensionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Température de stockage du cyclopentane

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique. c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. <p>Le point A de la partie 7.2 du mélange de cyclopentane utilisé est rédigé comme suit :</p> <p>« A.- Mesures techniques de stockage</p> <p>Température minimale : 5°C</p> <p>Température maximale : 30°C »</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence d'évaluation de la sécurité chimique, au sens du règlement REACH, l'exploitant doit respecter les dispositions de la FDS.</p> <p>La cuve extérieure de cyclopentane est munie d'une isolation, mais d'aucun système actif (chauffage ou refroidissement) de la cuve. Cette cuve est également munie d'un thermomètre à aiguille, indiquant la température de son contenu. Lors de la visite de contrôle, la température extérieure étant de 17 °C, le respect de la plage de température 5°C-30°C ne préjuge pas de son respect en toutes circonstances.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que le dispositif d'isolation permet de maintenir une température comprise entre 5°C et 30°C, même lors d'une période prolongée de chaleur ou de froid. Pour cela, il est invité à se rapprocher du fournisseur de la cuve et à préciser les mesures prises ou prévues pour s'assurer du respect de cette plage de température.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Mise à la terre de la cuve de cyclopentane

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique. c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. La partie 6.1 de la FDS du mélange de cyclopentane utilisé comprend notamment la disposition suivante : <i>« Éliminer les décharges électrostatiques provoquées par l'interconnexion de toutes les surfaces conductrices sur lesquelles de l'électricité statique peut apparaître, le tout connecté à la terre. »</i>
Constats : La cuve de stockage du cyclopentane étant métallique et cette substance étant inflammable, cet équipement est concerné par le risque lié à l'électricité statique. Cette cuve est raccordée à une tresse métallique, elle-même reliée à une rambarde métallique. Toutefois, il n'a pas pu être identifié, lors de la visite de contrôle, la zone où cette tresse (ou cette rambarde) est raccordée à la terre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier que cette cuve est bien raccordée à la terre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois